

notes internacionales CIDOB

44
JANVIER
2012

L'APRES-GADDHAFI AU SAHARA-SAHEL

Laurence Aïda Ammour Chercheure associée au CIDOB
et à *Les Afriques dans le Monde*
à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux

Sur le plan sécuritaire, l'état présent de l'Afrique du Nord et du Sahel s'apparente à la dynamique de la tectonique des plaques, où certaines plus ou moins rigides sont en subduction et d'autres en compression. Le décrochement de la plaque libyenne a provoqué l'affaissement du flanc Est de sécurité du système régional antérieur, et, par ricochet, créé un appel d'air pour une myriade d'acteurs non-étatiques aux visées déstabilisatrices.

La volatilité de la situation libyenne place ses voisins face à une série d'incertitudes et de nouvelles menaces, qui s'articulent autour de deux axes majeurs, au cœur de notre analyse: (1) les facteurs socio-économiques et humains, et (2) les multiples vecteurs de l'aggravation de l'insécurité.

Les facteurs socio-économiques et humains

L'inversion de l'économie migratoire et l'insécurité alimentaire

La crise libyenne a eu des répercussions immédiates sur la situation économique du Sahel dans la mesure où l'assistance de Tripoli était devenue à la longue l'épine dorsale des économies sahéliennes. Son arrêt brutal a

grevé le développement de sous-régions entières tributaires des investissements et des flux financiers des compagnies libyennes. Ce renversement de situation accroît leur fragilité notamment dans les territoires d'implantation des communautés en rébellion chronique, qui en plus sont victimes de l'insécurité alimentaire diffuse.

Dans le nord du Tchad de nombreuses familles souffrent cruellement de l'interruption des transferts de fonds de leurs parents émigrés en Libye. Chassés par les combats et l'instabilité, mais aussi parce qu'ils avaient perdu leur emploi et étaient persécutés par les Libyens, quelques 43.000 migrants ont quitté la Libye pour le Tchad entre mai et juillet 2011.

Selon le bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (IRIN), les envois de fonds ont baissé de 57%. Et les ménages ont beaucoup de mal à nourrir ceux qui rentrent au pays.

De même, les relations très fortes entre le Niger et la Libye, ont été brutalement interrompues, provoquant le rapatriement de 260.000 travailleurs nigériens, la baisse drastique du niveau de vie de nombreux ménages, et la suspension des chantiers d'infrastructures comme la route de 1100 km entre la frontière et Agadez.

En modifiant la carte géostratégique du Maghreb et du Sahel, la chute et l'élimination de Gaddhafi ont bousculé les anciens équilibres stratégiques, provoqué un choc psychologique parmi de nombreuses communautés fidèles au Guide libyen, et généré un contre-coup socio-économique qui se fait durement sentir.

Le vide de puissance apparu au cœur de l'ancien cadre géopolitique a des répercussions directes, tant intérieures que transnationales, sur l'ensemble du Sahel. La région, déjà fragilisée par de nombreux défis de sécurité comme le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains, et l'intensification des enlèvements et des attaques terroristes de al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), est aujourd'hui confrontée à des risques inattendus liés à la crise libyenne, notamment dans les aires de contacts entre pays saharo-sahéliens.

Ces risques sont de trois ordres :

- les questions sociales et économiques génératrices de tensions communautaires;
- la militarisation et la montée en puissance de l'islamisme combattant;
- l'existence de foyers loyalistes et/ou irrédentistes potentiellement déstabilisateurs.

A cela s'ajoute l'insécurité alimentaire chronique dans ces zones arides. Depuis 2010, environ 10 millions de personnes sont menacées par la famine suite à une sécheresse prolongée et à de mauvaises récoltes. Fin 2011, le déficit céréalier total qui s'élevait à 25% par rapport à l'année précédente annonçait les signes avant-coureurs d'une crise alimentaire au Mali, au Niger, en Mauritanie, au Tchad et au Burkina Faso.

La question touarègue

Ces conditions économiques désastreuses se conjuguent avec la persistance de tensions latentes dues au repositionnement récent des allégeances identitaires. En instrumentalisant les différentes minorités nationales en Libye comme dans les territoires voisins, Gadhafi fut pour de nombreuses populations aussi bien un fauteur de troubles qu'un acteur de pacification, notamment pour les Touaregs. A la faveur de l'insurrection libyenne, on assiste à la réaffirmation des identités «ethniques», à la réémergence des questions territoriales, et des revendications de représentativité politique et de justice sociale.

En instrumentalisant les différentes minorités nationales en Libye comme dans les territoires voisins, Gadhafi fut pour de nombreuses populations aussi bien un fauteur de troubles qu'un acteur de pacification, notamment pour les Touaregs.

Estimés entre 1 à 1,5 millions, les touaregs se répartissent sur 2 millions de km², entre Libye, Algérie, Mali, Niger et Burkina Faso. La sécheresse des années 1970-80 au Mali et au Niger, et les mouvements insurrectionnels des années 1990 et 2000 ont provoqué l'afflux de milliers d'entre eux vers les pays voisins, en particulier vers la Libye dont le régime a favorisé l'implantation durable.

Depuis 2007, la zone touarègue occupée par AQMI, est devenue un espace d'insécurité croissante. Sur fond de rébellions récurrentes, de flux criminels, de crises alimentaires à répétition et dans un contexte de relégation politique et économique, la zone est particulièrement vulnérable. Les accords d'Alger de 2006, puis ceux avec la Libye en 2009, prévoyaient l'intégration de Touaregs dans la police ou la gendarmerie ainsi que la création d'unités composées essentiellement d'anciens rebelles. Cet objectif n'a toutefois jamais été atteint bien qu'il ait été remis à l'ordre du jour en 2011 dans le cadre du plan régional de sécurité prévoyant le recrutement de 5.000 Touaregs dans des unités spéciales de lutte contre le terrorisme.

Peu représentés dans les instances politiques et administratives de leurs nations, les Touaregs sont souvent accusés par leurs propres gouvernements d'être des bandits ou des trafiquants. Malgré la politique ambiguë de Tripoli à leur égard, oscillant entre discrimination culturelle et soutien à leurs rébellions, ils sont nombreux à s'être réfugiés en Libye, notamment à partir de la fin des années 1970.

La disparition du leader libyen a par conséquent un impact direct sur ces Touaregs qui vivaient et travaillaient en Libye depuis une trentaine d'années, ainsi que sur ceux qui se sont engagés tout récemment dans le conflit. Selon les estimations de Niamey et Bamako, 200.000 Touaregs nigériens et maliens sont rentrés chez eux en 2011. Compte-tenu de leur excellente connaissance du terrain et de leur maîtrise des tactiques de guérilla, les gouvernements nigérien et malien craignent que ces «réfugiés» à présent armés ne représentent un vivier de recrutement pour les islamistes et les trafiquants. En signe de détente envers les nouveaux arrivants, le nouveau président nigérien, Mahamadou Issoufou, a nommé premier ministre Brigi Raffini, un Touareg d'Iférouane, région qui a connu plusieurs révoltes.

Beaucoup d'anciens soldats touaregs de l'armée libyenne restent fidèles à Gadhafi qui jouit encore d'une immense popularité. En particulier au nord-Mali où une nouvelle rébellion a touché les villes de Ménaka, Aguelhoc et Tessalit en janvier 2012, pour réclamer l'autonomie des territoires touarègues.

A Agadez comme dans certains campements touaregs, les portraits du leader sont partout. En juillet 2011, une manifestation de soutien au colonel libyen a été interdite dans cette ville et des prières en sa faveur ont été organisées dans plusieurs mosquées. Les Touaregs se sentent redevables au leader libyen de leur avoir fourni un travail et des documents en règle, d'avoir intercedé en leur faveur lors des rébellions des années 90 et 2000, et en 2009 d'avoir obtenu un cessez-le-feu entre Niamey et les rebelles qui réclamaient une partie des dividendes de l'exploitation de l'uranium.

L'imbrication interne et régionale des défis économiques et sécuritaires reste donc un enjeu crucial du devenir des zones transfrontalières au Sahel. Les rébellions touarègues pourraient se rallumer, et la crise alimentaire accentuer la paupérisation des communautés locales grossies par l'afflux de migrants contraints de rentrer les poches vides.

Les vecteurs d'une aggravation de l'insecurite

Les armes lourdes

Le Guide libyen, méfiant envers son armée, avait volontairement mis hors d'usage une partie de ses matériels et éparpillé une autre partie sur son immense territoire, en particulier dans la région de Sebha, au sud-ouest du pays.

Dès le début du conflit en Libye, les arsenaux sans surveillance disséminés dans tout le pays ont été aisément accessibles aux pillards, aux rebelles et à tous ceux qui savaient en tirer un profit financier: affairistes, tribus, intermédiaires d'AQMI, mercenaires soudanais, tchadiens ou touareg, qui ont participé à la guerre civile et ne rentrent pas chez eux les mains vides. Un

reportage tourné par Human Rights Watch donne la mesure des matériels concernés: caisses de fusils d'assaut Kalachnikov, roquettes, mines, obus, missiles sol-air dont la Libye possède 20.000 exemplaires, et missiles SA-24, engins russes issus de la dernière génération de missiles aériens, très coûteux et capables d'abattre des avions de chasse. Les armes qui ont fait surface récemment montrent aussi que, malgré les sanctions internationales, la Libye avait reçu de l'armement de fournisseurs diversifiés, en particulier du bloc de l'Est (Roumanie, Ukraine, Hongrie et Russie) ainsi que des munitions fabriquées par le chinois Norinco. En février dernier, des vols liés à un trafic d'armes entre le Bélarus et la Libye ont été révélés. Selon Hugh Griffiths, spécialiste du trafic d'armes au sein du SIPRI, le 15 février 2011, un Iliouchine IL-76 en provenance de Baranovitchi à destination de Sebha, a été repéré. A l'époque c'était l'un des rares aéroports encore contrôlés par Kadhafi.¹

La prolifération et la circulation d'armes lourdes issues de ces arsenaux à ciel ouvert conjuguée à la porosité des frontières introduisent une menace nouvelle pour l'ensemble de la région.

Le quotidien algérien *al-Chorouq* du 18 septembre 2011 rapporte que 500 missiles à tête chercheuse ont disparu lors du pillage d'un arsenal. Le 22 septembre 2011, le CNT annonçait que des rebelles avaient découvert des armements chimiques dans la zone désertique de Joufra (région de Sebha) durant une offensive. Officiellement, la Libye était censée avoir détruit tous ses stocks d'armes chimiques en 2004, mais selon l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, la Libye disposerait encore 9,5 tonnes de gaz moutarde.

La dissémination des armes lourdes est devenue la priorité des pays de la région et des capitales occidentales. Des informations récentes corroborent l'acquisition de ces matériels de guerre par divers groupes ou individus qui tentent de les transférer d'un pays à l'autre: le 12 juin 2011, l'armée nigérienne saisit à sa frontière nord 640 kg de Semtex et des détonateurs en provenance de Libye; en septembre 2011, Bamako dévoile qu'un certain nombre de missiles sol-air ont pénétré au Mali; le 21 septembre 2011, des affrontements ont lieu entre des unités de l'armée tunisienne et un groupe de trafiquants armés dans la zone des «trois frontières»; le 6 novembre 2011, les forces armées nigériennes détruisent un important convoi d'armement libyen à destination du Mali; le 11 novembre 2011, dans un communiqué à l'agence de presse mauritanienne, Mokhtar Belmokhtar déclare avoir acquis des armes libyennes; début janvier 2012, l'armée algérienne intercepte un convoi d'armes et de ressortissants africains à sa frontière avec le Niger. Certaines armes libyennes ayant transitées par le Sinaï égyptien ont également été retrouvées aux mains du Hamas dans la bande de Gaza.

Lors d'une rencontre d'évaluation à Ndjamena en mars 2011, le Ministre soudanais de la Défense avait déjà alerté les pays de la région sur la fourniture d'armes lourdes libyennes aux combattants du Darfour par l'intermédiaire soit de Soudanais fuyant la guerre, soit de réseaux criminels. En visite en Libye le 7 janvier 2012, Omar el-Béchir, qui avait fourni un soutien militaire aux rebelles libyens, a proposé d'aider le CNT dans son programme de désarmement des miliciens et d'intégration dans la future armée.

Dans sa conférence de presse du 26 août 2011, Victoria Nuland, porte-parole du département d'Etat américain, affirmait que les réserves de matériel chimique et nucléaire libyens étaient en sécurité après que les Etats-Unis aient localisé leurs lieux de stockage, ainsi que celui du *Yellowcake*, forme d'uranium concentré servant à la production de combustible nucléaire. Par contre, l'inquiétude demeure quant aux lance-missiles portatifs. Selon Andrew J. Shapiro, secrétaire adjoint aux affaires militaires et politiques au département d'Etat américain, sur un total de 20.000 missiles anti-aériens portables (Man-Portable Air Defense System ou MANPADS), seuls 5.000 ont été détruits.

La prolifération et la circulation d'armes lourdes issues de ces arsenaux à ciel ouvert, conjuguée à la porosité des frontières, introduisent une menace nouvelle pour l'ensemble de la région.

Enfin, une partie des factions libyennes continue d'amasser des armes: après la prise de Tripoli, des milices qui ne reconnaissent pas l'autorité du nouveau gouvernement civil, ont aisément pris le contrôle de stocks d'armes laissés à l'abandon. Le danger est aussi que ces armes se retournent contre les Libyens eux-mêmes, comme en Irak ou en Afghanistan.

Un plan de contrôle et de désarmement a été annoncé par le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, Jeffrey Feltman, lors de sa première visite en Libye le 14 septembre 2011. L'Union européenne de son côté planifie une opération de sécurité, tandis que le Qatar, les Emirats arabes unis et la Jordanie, qui ont aidé la rébellion, ont offert leurs services.

Les groupes organisés

Profitant de l'appel d'air créé par le chaos libyen, les *katiba* d'AQMI cherchent à récupérer les bénéfiques matériels et idéologiques de l'instabilité pour étendre leur zone d'implantation et intensifier leurs actions. Si la jonction avec les leaders islamistes libyens se concrétisait, l'organisation pourrait aussi s'engager dans une offensive contre les forces démocratiques et les partis islamistes au pouvoir dans les pays de la région. Absente des soulèvements d'Afrique du Nord, AQMI avait pourtant vu son nom agité par Gadhafi pour porter le discrédit sur la rébellion. Exploitant à son profit ces allégations elle avait tenté, dans un communiqué de mars 2011, de se poser comme le fer de lance du soulèvement alors même qu'elle n'y a joué aucun rôle.

1. Peter D. Wiezman, «Libya: Lessons in Controlling the Arms Trade», SIPRI, 22/03/2011

Aujourd'hui, grâce aux armes en libre-service, de nouvelles cellules pourraient voir le jour, puisant dans le vivier de volontaires mécontents issus de la rébellion libyenne, ou d'émules au sein des franges de jeunes chômeurs. L'apparition du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (*Jamaat Tawhid Wal Jihad Fi Gharbi Afriqiya*) dirigé par un Mauritanien qui a revendiqué l'enlèvement des trois humanitaires européens (deux citoyens espagnols et une italienne) dans le camp du Polisario à Rabouni (Algérie), est bien le signe que la crise libyenne a offert une opportunité inattendue à de nouvelles vocations déstabilisatrices.

La militarisation croissante d'acteurs non-étatiques de toute sorte, ainsi que l'environnement géopolitique chaotique représentent une aubaine pour *al-Qaïda*-central pour se repositionner et exploiter les effets du «printemps arabe». En perte de vitesse sur le front asiatique, elle va probablement procéder à une révision stratégique en rebasculant ses forces vers un front qu'elle avait jusqu'ici peu exploité: l'Afrique.

Car *al-Qaïda* a grandement besoin d'accroître sa visibilité. Elle prendra le temps de tirer parti des vulnérabilités des Etats sahéliers, dont la prolifération des armes n'est qu'un aspect.

Absente des soulèvements d'Afrique du Nord, AQMI avait pourtant vu son nom agité par Gadhafi pour porter le discrédit sur la rébellion. Exploitant à son profit ces allégations elle avait tenté, dans un communiqué de mars 2011, de se poser comme le fer de lance du soulèvement alors même qu'elle n'y a joué aucun rôle

Plusieurs indices convergents laissent supposer qu'une reconfiguration du djihadisme pourrait advenir, selon deux modalités:

- une relocalisation des réseaux djihadistes asiatiques en Afrique

Al-Qaïda central a été dépassée par ces révolutions qui l'ont prise par surprise. Ben Laden n'a pas fait un seul communiqué sur le sujet. Son successeur Al-Zawahiri, les a salués très tard. Depuis l'élimination de deux de ses leaders (Ben Laden en mai 2011 à Habottabad et Abou Hafz al-Shahri en septembre 2011 au Waziristan) et après le retrait des troupes américaines d'Irak le 31 décembre dernier, l'organisation s'est considérablement affaiblie. L'effritement du front du djihad faute de recrues, lui a objectivement ôté sa raison d'être en Asie. Même si elle n'a pas encore pris pied en Libye, on peut donc raisonnablement envisager un déplacement du centre de gravité d'*al-Qaïda*.

- une jonction arabo-africaine de l'islamisme combattant

En 2006 les services de renseignements nigériens signalèrent que des membres du groupe nigérien *Boko Haram* avaient été formés en Algérie dans les rangs d'AQMI. Un premier groupe de personnes recrutées par l'Algérien Khaled Bernaoui, y avaient reçu un entraînement coordonné par le neveu d'un ancien gouverneur du Nord-Est du Nigeria et un ancien président du gouvernement local de l'Etat du Niger. *Boko Haram* et *Al-Qaïda* seraient liés par l'intermédiaire de certains de ses membres ayant combattu en Afghanistan.

Aujourd'hui ces contacts reviennent sur le devant de la scène et l'on parle d'une extension vers l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est de la galaxie terroriste sous la forme d'une alliance entre AQMI au Sahel, *Boko Haram* au Nigeria et *al-Shabab* en Somalie.

C'est ce qu'affirmait en septembre 2011 le Général Ham, commandant de l'Africom cité par le *New York Times*, sur la base de communiqués communs aux trois groupes, même s'il estime qu'ils n'ont pas encore la capacité d'organiser des attaques synchronisées hors de leur périmètre traditionnel d'action².

Pour autant que l'on sache, *Boko Haram* poursuit toujours son agenda local, et il n'est pas sûr qu'il soit séduit par le djihad global prôné par le groupe somalien. L'arc djihadiste reste discontinu tant que la menace se trouve fragmentée entre la Somalie, le Yémen, le Sahel et le Nigeria.

De plus, tant qu'elle n'a pas prêté allégeance à Al-Zawahiri, AQMI conserve son autonomie. Son alliance de circonstance avec

Boko Haram réside essentiellement dans une collaboration opérationnelle consistant en un partage de l'entraînement et des tactiques, sans que cela ne conduise, pour l'instant, à une jonction arabo-africaine structurelle.

La menace que représente l'extension potentielle de la zone d'instabilité est prise très au sérieux par les pays ouest-africains. En novembre 2011, le Nigeria a rejoint l'Unité de Fusion et de Liaison (UFL) qui regroupe les services de renseignement de l'Algérie, du Mali, de la Mauritanie et du Niger. Les voisins immédiats du Nigeria sont préoccupés par le risque de contagion de l'islamisme radical aux frontières septentrionales du Cameroun. Cette question abordée lors d'une visite de Idriss Déby à Yaoundé le 29 décembre, a débouché sur la mise en place d'un programme commun

2. Thom Shanker, Eric Schmitt, «Three Terrorist Groups in Africa Pose Threat to U.S., American Commander Says», *The New York Times*, 14/09/2011.

de lutte mené par les commissions mixtes de sécurité transfrontalière. Début janvier 2012, les frontières entre le Cameroun, le Tchad et le Niger ont été temporairement fermées suite à des rapports de sécurité faisant état de la présence de membres du *Boko Haram* à Lagdo, une ville du nord-Cameroun musulman.

Ces inquiétudes sont aussi partagées par le Tchad et le Niger. Les services de renseignements tchadiens parlent d'infiltrations au Tchad de membres du *Boko Haram* fuyant la répression de l'armée. «*En novembre 2010, les autorités nigériennes avaient expulsé plus de 400 personnes d'origine tchadienne vivant dans la région de Maiduguri, officiellement parce qu'elles étaient en situation irrégulière. (...) parmi ces personnes se trouvent des individus soupçonnés d'être membres de la secte Boko Haram. (...) le Nord-ouest du Tchad partage avec la zone d'action d'AQMI, c'est-à-dire le nord du Niger et du Mali, un environnement désertique hostile, habité par des populations nomades dont la principale activité est le commerce transfrontalier. Par exemple, c'est au Nord du Tchad que les rebelles Touareg nigériens s'approvisionnent en armes.*»³

Les loyalistes, les milices et les risques de guerre civile

Lors de l'avancée de la rébellion vers la Tripolitaine, un certain nombre de loyalistes à Gaddhafi ont quitté le pays lourdement armés pour se réfugier dans les communautés vivant dans les zones de confins des pays voisins.

La fuite de plusieurs hauts gradés libyens armés vers le Niger le 6 septembre 2011, dont Mansour Dao, le chef de la sécurité personnelle de Gaddhafi; l'asile donné par l'Algérie le 29 août à une partie de la famille de Gaddhafi (Hannibal, Aïcha) et celui accordé à Saâdi un autre fils du leader libyen au Niger le 11 septembre, sont autant de menaces pesant sur la région. La présence de ces personnages de l'ancien régime au Sahel pourrait bien représenter un jour une force de déstabilisation. Une jonction avec les loyalistes restés en Libye et ceux disséminés dans plusieurs pays sahéliens leur permettrait de mener en sous-main une stratégie de tension coordonnée, financée avec le trésor de guerre amassé au cours des décennies précédentes.

Conscient du danger potentiel que représentent ces hommes de main, le CNT a nommé en septembre 2011 un président du Comité suprême pour la sécurité libyen chargé de la traque des survivants du clan Gaddhafi en Afrique. Mais combien sont-ils encore en Libye qui pourraient faire front commun

avec les loyalistes réfugiés au Mali, au Niger, en Algérie et au Tchad?

En Libye, aux clivages tribaux et régionaux s'ajoutent les divisions entre factions armées dont les intérêts divergent. En témoignent les affrontements entre ex-rebelles de Misrata et de Tripoli qui ont eu lieu le 2 janvier dernier dans la capitale. Le 11 décembre, ce sont des soldats de l'armée régulière qui avaient dû affronter des miliciens pour reprendre le contrôle de l'aéroport international de Tripoli.

Plusieurs milices qui disposent d'importants stocks d'armes légères et lourdes, ont pris leurs quartiers dans des bâtiments officiels ou des résidences d'anciens responsables; d'autres tiennent des barrages dans des points stratégiques de la capitale. Elles réclament une contre-partie politique à leur engagement durant la guerre. L'enjeu prioritaire est donc le désarmement de ces milices afin d'éviter le risque de guerre civile qui plane sur le pays. Les affrontements armés entre «brigades révolutionnaires» à Bani Walid le 24 janvier montrent à quel point la paix reste précaire et le spectre de la guerre civile encore d'actualité.

On sait par expérience, notamment en Afrique, que les conflits locaux ont toujours des conséquences sur les pays

La menace que représente l'extension potentielle de la zone d'instabilité est prise très au sérieux par les pays ouest-africains. En novembre 2011, le Nigeria a rejoint l'Unité de Fusion et de Liaison (UFL) qui regroupe les services de renseignement de l'Algérie, du Mali, de la Mauritanie et du Niger. Les voisins immédiats du Nigeria sont préoccupés par le risque de contagion de l'islamisme radical aux frontières septentrionales du Cameroun.

voisins. Aussi, l'imbrication des enjeux de sécurité internes et régionaux est une donnée incontournable pour la mise en œuvre d'un plan de stabilisation à la fois global et ciblé.

Conclusions

Les reconfigurations régionales demeureront fluctuantes tant que la stabilité de la Libye ne sera pas parachevée. En contrepartie Tripoli aura besoin d'un environnement géopolitique stable et consolidé.

Seule une diplomatie pragmatique lui permettra de transformer ses anciens ennemis en futurs voisins. Les tensions intra-régionales nées du positionnement hostile envers le CNT devront être surmontées par les parties concernées, à savoir le Tchad, l'Algérie et le Niger. Le nouveau gouvernement libyen devra donc composer avec l'ensemble des pays maghrébins et sub-sahariens pour créer un environnement favorable.

3. «Le nord-ouest du Tchad: la prochaine zone à haut risque?», International Crisis Group, *Africa Briefing* no. 78, 17/02/2011.

Compte tenu de ses atouts pétroliers et de son handicap démographique, les relations entre la Libye et ses voisins seront tributaires des choix économiques que les Libyens décideront de faire envers l'Afrique et le Sahel, en termes de développement économique et de migrations, y compris dans le cadre d'une réorientation probable vers le monde arabe.

Afin d'éviter les risques de guerre civile qui se profilent à l'horizon, l'amorce d'un processus de réconciliation nationale pourrait s'effectuer selon le triptyque DDR (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion), qui reste le défi majeur dont dépendra non seulement l'avenir du pays mais aussi celui de la région toute entière, une région qui, en un an, a été soumise à un séisme sans précédent.